

## La France au Moyen-Orient : perceptions et déceptions

Ghassan Salamé<sup>1</sup>

**I**l serait trop facile de dresser un bilan trop négatif de la perception française des réalités moyen-orientales. Il vaut mieux examiner les insuffisances cas par cas qui témoignent parfois de décalages plutôt que d'erreurs stratégiques majeures.

### *Laïcisme français et compréhension de l'islam*

En ce qui concerne l'islamisme, l'élite intellectuelle, politique et diplomatique française ignore parfois combien la France est marginale dans sa perception de la relation entre la religion et la politique. La France est un pays sans tradition démocrate-chrétienne, un État républicain qui a largement réussi à évacuer le religieux hors de la sphère politique en allant dans le sens d'une laïcisation systématique et volontaire du domaine public. Cela allait de pair avec une définition également volontaire de la nationalité, fondée sur le concept et la pratique de l'assimilation. La France, en adoptant une conception de la nationalité qui n'est pas, par exemple, celle de l'Allemagne, a réussi à établir un modèle intéressant et parfois copié dans le monde, mais qui reste marginal en Europe. Dans les pays de tradition démocrate-chrétienne, l'existence d'une fiscalité religieuse, voire d'un concordat, a conduit à établir d'autres relations avec le religieux, plus compliquées et enracinées dans l'histoire, moins marquées par un divorce entre le religieux et le politique.

---

1. Professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris et directeur de recherches au C.N.R.S. (Centre d'études et de recherches internationales). Auteur notamment de *Appels d'Empire*, Fayard, 1996 et, sous sa direction, de *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Fayard, 1994. Le présent texte est issu d'un entretien avec l'auteur.

Dès lors, lorsque l'islamisme a crû, il y a une vingtaine d'années, dans le monde musulman, la France subissait une sorte d'incapacité intellectuelle à l'aborder. Dans les autres pays européens, la réflexion était plus centrée sur la possibilité ou l'impossibilité pour les mouvements islamistes de devenir démocratiques. En France, au contraire, on ne parvient pas facilement à dissocier le démocratique du laïque, d'où une hostilité spontanée au mélange du religieux et du politique que représente l'islamisme. Cela a rendu difficile la lecture de la révolution iranienne, des événements algériens depuis 1991, voire 1988, et, plus généralement, de la montée de l'islamisme. Il existe une opposition normative *a priori*, hostile, à ce phénomène. Aux États-Unis, on ne connaissait pas un tel rejet spontané : pendant la guerre du Golfe, Georges Bush allait à l'église le dimanche en s'y faisant filmer autant que Saddam Hussein accomplissait les gestes de la prière. Ainsi, on ne réussit pas en France à étudier le phénomène islamiste de manière détachée et non normative. On s'est, de ce fait, largement fermé à la compréhension de cet événement capital des vingt dernières années – mais qui ne sera peut-être pas celui des vingt prochaines. La France a dès lors souvent été en porte-à-faux par rapport à ses partenaires, d'autant plus que l'islam a été vécu comme un problème intérieur à la France. À l'avenir, il ne s'agira pas de renoncer à la dissociation du religieux et du politique en France, mais peut-être de séparer sa conception interne et l'exportation de celle-ci dans les affaires internationales.

Un exemple de relative réussite de cette politique est donné par la Turquie. Il faut tenir compte de deux registres différents. En Turquie, à la différence de l'Algérie, la France est parvenue à isoler le diplomatique du philosophique. Certes, la France a eu, par rapport au Refah, une attitude comparable à celle adoptée par rapport au F.I.S. Elle avait eu ainsi tort de ne pas prendre le Refah au sérieux et de ne pas dialoguer avec lui, sous prétexte que démocratie et laïcité étaient indissociables. Pourtant, le Refah était un instrument de démocratisation plus efficace que plusieurs partis de gauche. Or, on semble aisément disposé en France à accepter un rôle de l'armée turque « laïque » dans les affaires intérieures et plus enclin à fermer les yeux sur les opérations militaires attentatoires aux droits de l'homme. Ce qui gouverne cette position relève d'une posture philosophique. La France aurait tort de rester arc-boutée sur une conception laïciste extrême.

Il reste que, pendant que la France adoptait cette attitude, elle parvenait au niveau diplomatique, peut-être parce qu'il n'y a pas une importante émigration turque en France, à développer une diplomatie qui tournait le dos à cette réticence philosophique et la contredisait par bien des aspects. La France a été le premier investisseur européen en Turquie. Elle a été un des pays qui a pu faire des appels, parfois entendus, à l'émancipation des Kurdes. Plus encore, elle a bien réagi

lorsque l'union des partis démocrates-chrétiens européens, plutôt que d'inviter Erbakan à faire partie des démocrates d'Europe, ce qui eût été logique, puisque c'est un parti de droite, *business friendly* et, par certains aspects, représentant dans le cas turc de la tradition démocrate-chrétienne européenne, l'a finalement rejeté. Le fait que l'Allemagne ait deux millions de Turcs chez elle et une autre définition de la citoyenneté a poussé l'union des démocrates-chrétiens européens à adopter la théorie du « choc des civilisations » et à exclure l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en référence au fossé culturel, c'est-à-dire religieux, dans la déclaration de Bruxelles de mars 1997. Cette fermeture, et encore plus sa justification religieuse, ont énormément irrité les Turcs. Or, la France qui, philosophiquement, est plus éloignée du Refah que les démocrates-chrétiens, a pris l'initiative, par pragmatisme et raison d'État, de profiter d'une réunion des ministres des Affaires étrangères européens aux Pays-Bas pour réviser cette position. Il a été annoncé que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne serait examinée avec les mêmes critères que ceux qui prévalent pour les autres pays. Nous connaissons un chiasme où ceux qui devraient s'entendre avec la Turquie s'opposent à son adhésion à l'Union européenne et ceux qui lui sont hostiles sur le plan des principes peuvent s'accorder avec elle sur le plan diplomatique. On peut critiquer la France, mais l'intelligentsia française ne fait pas la diplomatie. La raison d'État l'a emporté dans ce cas, ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose, sur la philosophie spontanée de l'élite intellectuelle et politique française.

### ***Processus de paix : la France marginalisée***

On peut aussi parler de vision problématique ou discutable à propos du conflit israélo-arabe et du rôle que la France peut ou doit y jouer. Il existait une difficulté en France, au début des années 1990, à comprendre et à accepter le fait que la guerre du Golfe et le processus de paix au Proche-Orient étaient liés. Pourtant, celui-ci a été lancé par les États-Unis cinq jours après l'annonce du cessez-le-feu au Golfe. La couverture syrienne, égyptienne, marocaine à la coalition occidentale ne pouvait aller sans un engagement américain à lancer le processus de paix. Très vite, il est apparu que les États-Unis entendaient garder sur ce processus un contrôle jaloux et exclusif, du moins proportionnel à leur propre contribution à la guerre du Koweït. La diplomatie française a tardé à le comprendre, de sorte que le ministre de l'époque était sceptique sur la tenue de la conférence de Madrid, à peine quelques jours avant qu'elle ait lieu.

Dès lors, la France s'est retrouvée sur un strapontin et marginalisée par rapport à l'ensemble du processus. La situation a perduré pendant deux ou trois ans et la France a perdu un temps précieux pour compren-

dre que, sous ce chapeau américain, il existait encore de la place pour une diplomatie active. La France a mis beaucoup de temps pour se remettre de sa marginalisation à Madrid. Lorsqu'il est apparu qu'un rôle de médiation – ou du moins d'accompagnement – européen pouvait se jouer, même sous le parapluie américain, la France ne l'a pas compris et c'est vers d'autres pays, l'Autriche, la Suède et finalement la Norvège, que les négociateurs palestiniens et israéliens se sont tournés pour produire les accords d'Oslo.

Quand la France, en 1993, a voulu redresser la barre, elle s'est apparemment engagée dans une meilleure direction. En 1993 et 1994, la diplomatie française a compris que si l'Europe, et en particulier la France, ne faisaient rien, nous allions nous installer dans une situation où les architectes du processus de paix seraient les Américains et où les Européens ne seraient que des banquiers de la diplomatie américaine (puisque l'essentiel de l'aide aux Palestiniens vient de l'Union européenne). Cette volonté de correction était légitime. Toutefois, la France a commis une erreur tactique en s'engageant dans une action d'amélioration de sa position dans les négociations multilatérales liées au processus tout en renonçant aux négociations bilatérales ou en se résignant à ce que celles-ci restent sous contrôle hégémonique américain. Ce fut une sérieuse erreur d'appréciation, puisque, dès 1993 et 1994, chacun percevait que les négociations multilatérales n'allaient nulle part. La France a déployé un énorme effort pour entrer dans les diverses commissions sur la coopération économique régionale, le contrôle des armements et la sécurité, alors qu'elles ne fonctionnaient pas et s'arrêtèrent à la fin de l'année 1994.

Sur le fond, les Palestiniens sont un peuple victime d'une énorme injustice. Ils ont le droit, aujourd'hui encore, de lutter par tous les moyens pour avoir un État indépendant. Sur le plan politique, sans État palestinien, on n'aura pas de stabilité au Proche-Orient. Une bonne partie de l'intelligentsia juive aux États-Unis est aussi arrivée à cette conclusion. Les Occidentaux sont handicapés par la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qui n'a aucune pertinence pour comprendre le cas palestinien. Il n'y a pas de nazillons chez les Palestiniens et le Moyen-Orient est resté totalement insensible à ce qui s'est passé en Europe entre 1932 et 1945, en ce sens qu'il a considéré qu'il s'agissait d'une guerre civile européenne. Ni la légitimation biblique, ni la légitimation par l'Holocauste ne sont adéquates pour eux. Mais ces légitimations ont tiré vers le bas la moyenne des positions morales et politiques sur le conflit israélo-arabe dans l'ensemble de l'Occident, notamment en raison de l'alliance entre Israël et les États-Unis. Dès lors, toute position qui allait au-delà de la position fixée par les États-Unis paraissait pro-palestinienne. Or, la France ne l'a pas été suffisamment. Elle s'est engagée dans la bonne voie depuis la déclaration de Venise notamment, et on

peut considérer aujourd'hui que la principale menace pour la stabilité régionale au Proche-Orient est Benjamin Netanyahu qui a bloqué le processus de paix. Or, il ne trouve pas dans la communauté internationale de quoi limiter son *hubris*, à la différence de celle de Khadafi ou de Saddam Hussein. La France est perçue à tort comme pro-palestinienne ; elle est seulement moins injuste, moins partisane que les États-Unis et que la plupart des Européens. Mais sur le fond, elle toujours eu raison de répéter que pour que le « processus de paix » aboutisse, il fallait que la communauté internationale dise d'emblée ce que sont les contours de cette paix, ses exigences, sa substance (dont un État palestinien indépendant) au lieu de se contenter, comme les États-Unis le font depuis Madrid, de s'occuper du maintien du « processus » en vie sans avoir le courage d'en définir, même en termes globaux, le produit final. Depuis Oslo, la France a eu également raison d'insister pour que l'effort soit porté sur une solution globale du conflit israélo-arabe au lieu de se limiter, comme les États-Unis semblent le faire depuis 1995, à s'occuper du seul dossier palestinien en ignorant les dossiers syrien et libanais. Il me semble enfin, qu'en dépit du vague qui entoure sa mission, l'Europe, conduite par Paris à son sommet de Dublin, a eu raison de nommer un « Monsieur Proche-Orient » en la personne de M. Moratinos et, ce faisant, de reconnaître que le rôle de l'Europe n'était pas confiné aux conférences multilatérales aujourd'hui presque défuntes, mais aussi aux réunions bilatérales, cœur de la négociation entre les parties à ce conflit.

### ***Le Golfe : autocensure***

En ce qui concerne la situation dans le Golfe, la France a été proche de l'Irak dans la guerre Iran-Irak qui a duré de 1980 à 1988, comme l'a montré, entre autres, l'affaire des Super-Étendards. Certes, cet engagement fut limité, mais on voyait bien où son cœur, sinon sa raison, allaient. En 1988, le cessez-le-feu sur le front irako-iranien ne s'est pas traduit par une nette victoire irakienne, mais plutôt par une défaite iranienne. Les Iraniens avaient exagéré au cours des années 1986-1987, en faisant en sorte que le conflit déborde, notamment avec le bombardement iranien des tankers d'États tiers, ce qui a poussé les Américains et les Soviétiques à chercher une issue – ce fut la résolution 598 du Conseil de Sécurité des Nations unies. Après deux années de battement, s'est produite l'invasion du Koweït avec les conséquences que l'on sait.

Depuis, on assiste à une espèce d'autocensure que s'impose la diplomatie française sur toute cette phase comme si la France devait avoir honte de sa préférence irakienne pendant la guerre Iran-Irak et de son manque d'enthousiasme pour la coalition pendant la guerre de

libération du Koweït ou de sa contribution modeste à celle-ci. Certes, la France a tiré les conséquences militaires de la guerre du Golfe, comme on le voit avec les efforts de Pierre Joxe en 1991-1993 puis avec le *Livre blanc sur la défense* qui donnent une nouvelle priorité aux instruments de projection des forces, à l'équipement en satellites, à l'information, etc. Toutefois, elle n'a pas adopté une lecture cohérente de la guerre du Golfe depuis. Si elle osait le faire, elle n'aurait pourtant pas honte de sa position ni pendant la première, ni pendant la deuxième guerre du Golfe.

Car la diplomatie française me semble avoir vu juste dans les deux cas. Sur la guerre Irak-Iran, il était légitime de vouloir contenir la révolution iranienne à ses phases les plus expansionnistes. Que le régime irakien, qui n'a certes pas que des charmes, ait pris sur lui cette tâche, n'a rien d'étonnant car l'Irak était sérieusement menacé par les débordements de cette révolution. D'ailleurs, tous les amis de l'Occident dans la région ne cessaient de pousser la France à aider Bagdad. Elle n'était donc pas un chevalier solitaire : l'Égypte soutenait matériellement les Irakiens, les pétro-monarchies du Golfe payaient les factures des commandes militaires irakiennes en France. Une panique s'installait sur les effets déstabilisants de la révolution khomeiniste à ses débuts. La diplomatie française pouvait donc assumer sa préférence.

Pendant la deuxième guerre du Golfe, même si l'occupation du Koweït était inacceptable, les tentatives gauches de la France de trouver une solution pacifique à ce conflit sont aujourd'hui plus défendables que jamais car l'issue qui a été imposée par la guerre déséquilibre durablement la région du Golfe en établissant une sécurité exclusivement extérieure, par la présence militaire massive des Américains sur les eaux du Golfe. Il n'est certes pas certain qu'on pouvait réussir à faire autrement, mais il convenait de le tenter en vue de développer un noyau régional de sécurité garanti par les puissances. C'eût été mieux que l'emprise militaire américaine directe sur la région du Golfe qui n'augure rien de bon sur la possibilité d'une sécurité régionale à long terme. Cette situation pose plusieurs acteurs de la région en déstabilisateurs organiques de la *pax americana* imposée par la force.

Sur le Golfe, on oublie trop souvent, en effet, d'écrire une contre-histoire. Que se serait-il passé si l'Irak, financé par les pétro-monarchies, et partiellement par la France, n'avait pas tenu devant les débordements de la révolution iranienne ? Quelle aurait été l'histoire au Levant, dans le Golfe et ailleurs ? Quelle sorte de grande puissance la révolution islamique n'aurait-elle pas créée ? Cette histoire était près de se réaliser si le régime irakien, par ailleurs exécration, n'avait pas servi de rempart aux pétro-monarchies devant un pays qui affichait constitutionnellement sa volonté d'exporter sa révolution. Il commençait d'ailleurs à le faire partout où il existait des communautés chi'ites, notamment en Irak, au

Koweït, à Bahreïn et au Liban. La France a réussi à établir une certaine distance par rapport à cette puissance centrale asiatique. Sa distanciation était bonne par rapport à un phénomène qu'elle avait décidé de ne pas comprendre. C'est parfois une bonne option que de ne pas comprendre. La France pouvait se le permettre puisque l'Iran ne lui posait pas de problème immédiat, ni sécuritaire, ni économique. Il était plus important de se concentrer sur le maintien de l'équilibre stratégique régional, ce qu'elle fit à l'époque et que je serai le dernier à lui reprocher.

Plus généralement, on ne se rend pas compte aujourd'hui des conséquences de la disparition éventuelle des régimes de modernité autoritaire et nationaliste, du genre de l'État-F.L.N. ou des États ba'thistes syrien ou irakien. Il y a certes dans ces régimes autoritaires, voire sanguinaires, des défauts évidents de construction étatique. Mais d'autres dimensions de ces régimes, notamment l'intégration nationale et la modernisation volontaristes, sont trop oubliées aujourd'hui. Le postmodernisme rend cette modernité-là quelque peu archaïque, ce qu'elle est en partie, mais quand on voit par quoi elle peut être remplacée, tel le fanatisme religieux ou, pire, le chaos identitaire, confessionnel ou ethnique, on devrait pouvoir lui trouver quelques avantages.

### ***Liban : retour à la III<sup>e</sup> République***

Sur le Liban, la France semblait poursuivre la tradition de la III<sup>e</sup> République, c'est-à-dire républicaine et laïciste à l'intérieur, et de soutien aux missions à l'extérieur, c'est-à-dire très sensible aux différences confessionnelles. Il n'existe pas un seul endroit au monde, et certainement pas à Beyrouth, où l'on soit autant obsédé qu'à Paris par la différence entre chrétiens et musulmans. La France est largement prisonnière de ce discours confessionnel sur la guerre du Liban. On a trop souvent passé sous silence les autres ressorts de celle-ci. Une des bizarreries de la diplomatie française est qu'elle peut être républicaine et séculariste à l'intérieur et extrêmement confessionnelle, voire « ethnique », à l'extérieur, comme on le voit avec les chrétiens du Liban et les Kabyles en Algérie. C'est une tradition de la III<sup>e</sup> République : pendant que les lois Combes étaient votées à la Chambre des Députés, la France soutenait financièrement les grands ordres religieux en Afrique et au Proche-Orient. C'est le Janus de la République française. On entend ainsi parler à Paris d'une opposition entre Kabyles et islamistes, alors qu'il existe autant de Kabyles que d'Arabes au sein de la mouvance islamiste en Algérie.

Pour autant, la domination syrienne actuelle sur le Liban n'était pas une solution inéluctable, puisque le paradigme confessionnel n'était pas central à la guerre civile libanaise. Elle a été le fruit d'erreurs commises par les Libanais eux-mêmes. De fait, il n'y a pas eu d'erreurs manifes-

tes de la France au Liban. Qu'elle ait aidé à sauver la vie d'Arafat en 1982-1983 était un excellent choix tant pour le Liban que pour les Palestiniens. Qu'elle se considère une responsabilité particulière au Liban et tente de la maintenir, quitte à y perdre un ambassadeur, n'était pas illégitime et illogique. Ce qui marque l'attitude de la France au Liban est plus un manque de politique qu'un choix politique erroné.

La guerre au Liban est complexe et, fondamentalement, un succédané du conflit israélo-arabe. La présence de l'O.L.P. en Jordanie en 1970 a été liquidée par une *'assabyyia* bédouine au service du Roi alors que la société libanaise n'en avait pas et ne pouvait opposer à la montée de l'O.L.P. au Liban à partir de 1971 qu'une sorte d'État mercantile, faible, sans dents et sans griffes, car quasiment sans armée et sans gendarmerie. Le Liban est une cité marchande quand l'O.L.P. s'y installe. Il ne pouvait que perdre la guerre, dès lors qu'il s'agissait d'une vraie guerre, contre quiconque. Après, des complications sont venues : les visées syriennes, aggravées par la « trahison » de Sadate avec les Accords de Camp David, la montée des Frères musulmans en Syrie, la guerre Irak-Iran, etc. Le Liban est devenu un théâtre, et non un acteur, des ambitions des uns et des autres sur son territoire.

Certes, des images confessionnelles s'y sont collées, mais beaucoup de pays ont différentes communautés, sans entrer pour autant dans une guerre. Dans l'histoire libanaise, les phases de convivialité pacifique entre communautés sont beaucoup plus longues que les phases de confrontation. L'Église catholique en France et l'opinion, plus à droite qu'à gauche, ont adopté spontanément le paradigme confessionnel, qui était le plus facile à lire, et une certaine préférence pour les chrétiens. Cela ne les a pas nécessairement favorisés. La France ne les a pas aidés assez tôt à accepter les changements inéluctables du système politique. Quand ils s'y sont résolus, avec les accords de Taëf, la France, comme sur la conférence de Madrid, était très sceptique sur leur adoption et s'est malheureusement privée d'un rôle à ce moment précis de l'histoire de la guerre, un rôle de conseil, d'accompagnement, d'insistance sur la défense de la souveraineté du Liban, qui lui aurait pourtant été fort utile.

La sensibilité mitterrando-socialiste a été peu empathique avec la complexité de la guerre libanaise. La droite a, quant à elle, été jusqu'aboutiste, notamment lorsqu'une trentaine de députés de droite ont soutenu le général Aoun au moment précisément où il fallait l'amener à composer. Il faut se méfier de ceux qui détachent un acteur d'un conflit local et régional et s'en font les défenseurs à l'étranger en créant chez leurs protégés des illusions de puissance qui les poussent au suicide.

### ***Algérie : que faire des islamistes ?***

Sur l'Algérie, il existe depuis 1988 une incompréhension assez large. Un dirigeant français en 1989 affirmait ainsi, repris par d'autres, que

le Maghreb était à mi-chemin entre l'Orient, obscurantiste et religieux, et l'Europe laïque et démocratique et qu'il devait choisir sa voie. C'est faux. Le Maghreb, c'est l'Orient, au même titre que la Syrie, l'Arabie Saoudite ou l'Iran. La colonisation en Inde n'a pas plus induit la fin de l'hindouisme, comme le montrent les progrès du B.J.P., que celle de la France au Maghreb ne l'a occidentalisé. On ne peut comprendre le Maghreb si on l'estime fondamentalement différent du reste de l'ensemble arabo-islamique. Si différences il y a, elles ne sont pas de nature, mais de nuances dans la manière de vivre au quotidien le religieux, par exemple. Depuis les indépendances, de plus, ces différences ne font que s'estomper dans la mesure où un discours commun s'est développé et que les rapports entre élites du Levant et du Maghreb se sont intensifiés. La langue française n'y est plus la première langue : une défrancisation s'est opérée en Algérie, ne serait-ce que parce que la France n'avait plus les moyens d'entretenir tous les lycées qu'elle y avait. Il n'y a pas eu une décision exclusivement algérienne d'aller dans le sens de l'arabisation.

Une deuxième erreur vient de la confusion entre l'arabisation de l'Algérie, la pratique de l'Islam et la montée de la mouvance islamiste. À Paris, les trois phénomènes étaient souvent confondus. Or, c'est faire le jeu de l'islamisme que de les mélanger. La France, en ayant autant peur d'une Algérie qui retrouvait son identité arabe, d'une Algérie qui allait à la mosquée et d'une Algérie qui suscitait des mouvements islamistes militants, apportait de l'eau au moulin des islamistes. Ceux-ci veulent que l'arabe se réduise à l'islam, l'islam à l'islamisme et l'islamisme au F.I.S. et au G.I.A. Cet amalgame, fait par l'extrémisme islamiste, était également effectué par les diplomates, les politiques et les intellectuels français. La France aurait dû opérer la distinction entre ces mouvements et dire que l'arabisation non seulement était légitime et à mon avis souhaitable, mais aussi que la France ne pourrait que gagner à une sérénité culturelle et identitaire retrouvée de l'Algérie.

Cette confusion a conduit à une troisième perception discutable : la France devrait être en Algérie, disait-on, du côté des gens qui lui ressemblaient. Elle a dès lors choisi le camp des minoritaires ou des déjà vaincus, alors que la position qui consistait à dire, avec moins d'hypocrisie, que les Algériens étaient responsables de leur propre destin, y compris dans le choix du F.I.S., était plus conforme à l'intérêt de la France. Lorsqu'il est apparu qu'il pouvait y avoir des lieux de conciliation, comme la plate-forme de Rome, organisée par une organisation chrétienne, Sant'Egidio, pour sortir de la crise algérienne, la France a fait la fine bouche. C'est pourquoi elle a adopté une position qui lui laissait le choix entre être entièrement inefficace, obsédée uniquement par les débordements sur sa sécurité intérieure, et se ranger du côté des éradicateurs qui n'ont qu'une solution sécuritaire à la crise. Certes, il

était légitime de tenir compte de la sécurité intérieure et de penser que l'État devait être rétabli en Algérie, y compris par la force. Mais elle a montré, par rapport à d'autres pays du monde, moins de flexibilité dans ses positions. On invoque parfois le poids des contrats gaziers, mais on oublie que, depuis le début de la guerre civile, contemporaine de l'adoption d'une loi très libérale sur les investissements en Algérie, fondée sur le principe du *pay back*, sorte de retour aux phénomènes de concession, la France n'a pas bénéficié des trente principaux contrats signés. Au contraire, ce sont les compagnies britanniques, hollandaises, américaines, allemandes et italiennes, qui les ont remportés, alors que la position politique de leurs pays est moins raide que celle de la France.

### ***La résistible montée de la bourgeoisie marocaine***

En ce qui concerne le Maroc, il existe deux paradigmes de lecture. Le premier consiste à le considérer comme un pays africain comme les autres et à engager le débat qu'on a eu, au début des années 1990, sur l'ensemble de l'Afrique, sa démocratisation (discours de La Baule) ou sa stabilité (discours de Jacques Chirac en 1996 au Maroc). Cela implique un clivage entre les droits-de-l'hommistes, qui veulent que les relations incestueuses avec l'Afrique francophone soient remplacées par un nouveau cours, avec la dévaluation du franc C.F.A., les conférences démocratiques, une moindre activité de la France comme « gendarme de l'Afrique », et ceux qui estiment que l'Amérique menace l'influence française en Afrique, que la France doit être un soutien à la stabilité des régimes établis, qu'il faut y garder des réseaux privilégiés, internes et externes, etc. Dans ce cas-là, le Maroc est un exemple d'école.

Il existe un autre paradigme qui consiste à considérer que le Maroc est peut-être en train d'entrer dans le paradigme de 1830, d'une croissance et d'une certaine stabilité politique qui poussent dans le sens d'un rôle politique pour la bourgeoisie auquel le roi ne peut pas ne pas être sensible. La France aurait tort de lui tourner le dos, car cela impliquerait une rupture entre la France républicaine et cette bourgeoisie qui fit en son temps la Révolution française. Il vaudrait mieux prendre en considération le défi bourgeois à l'ancienne structure de gouvernement et le problème de succession qui ne peut plus être abordé au Maroc que dans le cadre de ce défi des nouvelles classes moyennes. On ne peut plus définir la règle de succession qu'en référence à une situation où une bourgeoisie urbaine, éduquée et ambitieuse politiquement s'est établie. Si l'on reste sur le premier paradigme, on s'apprête à rater la transition marocaine.

### ***La politique méditerranéenne de la France passe par l'Europe***

La France doit accomplir une révolution copernicienne. La France peut difficilement faire beaucoup en dehors de l'Europe sur le problème palestinien, comme sur l'ensemble des questions méditerranéennes. Cela peut paraître contradictoire puisque l'Europe n'éprouve pas un besoin de France sur le pourtour méditerranéen. En revanche, le Proche-Orient a besoin de France à travers l'Europe. Plusieurs facteurs militent en ce sens : proximité géographique, liens historiques, place de l'Europe dans le commerce régional, dépendance à l'égard du pétrole du Proche-Orient. Surtout, un tournant a été pris en 1956 lorsque la France, dans son acte de politique méditerranéenne le plus néfaste pour ses intérêts, s'est engagée dans la guerre de Suez. Le Proche-Orient était plus proche de l'Europe ex-coloniale que des grandes puissances et n'éprouvait aucun empressement à se jeter dans la logique de la guerre froide. Il était gaulliste avant l'heure et a été trompé par la France de Mollet et le Royaume-Uni d'Eden.

C'est de ce moment que date l'installation des deux superpuissances dans la Méditerranée orientale et le conflit israélo-arabe est devenu le reflet exotique du conflit Est-Ouest. Or, les principaux acteurs de la région n'avaient pas souhaité cette évolution qui est la responsabilité exclusive de Paris et de Londres, et non de Nasser et des États de la région. Aujourd'hui, la guerre froide est terminée et la question suivante se pose : le tournant de Suez, qui a marginalisé l'Europe, est-il définitif ou a-t-il simplement ouvert une parenthèse dans la relation du Proche-Orient avec l'Europe que l'implosion de l'Union soviétique et le débordement de l'influence américaine à un niveau planétaire peuvent refermer ? La deuxième hypothèse peut et doit prévaloir, d'autant que la France n'est plus une puissance universelle. La France a la responsabilité extraordinaire, aussi importante, mais dans l'autre sens, que lors de l'affaire de Suez, de fermer cette parenthèse en entraînant les Européens sur le chemin du rétablissement de la confiance envers l'Europe au Proche-Orient.

Cela signifie que la bonne voie est celle d'une France locomotive de l'Europe au Proche-Orient. Il faut couvrir les Allemands, entraîner les Scandinaves, marcher avec les Espagnols ou les Italiens qui sont très présents. Sinon, la France risque d'être reléguée au rôle de supplétif sécuritaire des États-Unis en matière de lutte anti-terroriste et de banquier du processus de paix sur lequel elle n'a aucun effet. Il faut une détermination de dimension gaullienne et une vision qui dépasse l'immédiat et renoue avec l'avant-Suez.

De Gaulle avait commencé cette réorientation du regard lors du conflit de 1967. Mais cela n'a pas été poursuivi en raison des dimensions mercantiles et humanitaires qui ont enveloppé toute vision politique.